

*Quel a été l'impact des mesures
annoncées par l'administration
Biden à l'égard de Cuba (+ vidéo)
?*



Par : Randy Alonso Falcón, Claudia Fonseca Sosa, Darío A. Extremera Peregrín, Aniela Dumas Rojas

La table ronde de ce mercredi a abordé les récentes mesures annoncées par l'administration Biden concernant Cuba, notamment le retrait du pays de la liste des États soutenant le terrorisme, et leur impact international.

La directrice adjointe de la direction générale des États-Unis du ministère des Affaires étrangères, Johana Tablada de la Torre, a déclaré que « ce sont des décisions très tardives, retardées, mais importantes ».

Mme Tablada a affirmé que le peuple cubain avait soutenu la demande du gouvernement et des entités nationales, ainsi que des gouvernements d'autres pays, qui se sont joints à la cause de l'exclusion de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme, car il s'agit de l'une des mesures les plus préjudiciables, outre le blocus.

« La portée de ces mesures, comme l'indique la déclaration de Cuba, est limitée, mais positive et importante, et l'influence directe qu'elles exercent sur l'économie et la vie du pays ne peut être ignorée », a-t-elle déclaré.

Le haut fonctionnaire a expliqué que l'exclusion de Cuba de la liste des États qui soutiennent prétendument le terrorisme améliorerait l'accès aux institutions financières internationales et aux services dont Cuba est privée.

L'inscription du pays des Caraïbes sur la liste a entravé ses dépôts, ses paiements, ses transactions, ses crédits et tout mouvement d'actifs dans n'importe quelle devise.

« Un changement comme celui annoncé, s'il devenait effectif, améliorerait immédiatement la situation de l'ensemble de la population cubaine, des entités et des services publics, des institutions de l'État, du secteur privé et des coopératives », a déclaré M. Tablada.

Il a ajouté que les entreprises qui refusent de commercer avec Cuba parce que leurs avocats et leurs banques leur déconseillent d'effectuer des transferts ou des opérations commerciales en raison de la présence de Cuba sur la liste seraient également soulagées.

Le directeur adjoint de la direction générale des États-Unis du ministère des affaires étrangères a déclaré que certaines mesures de blocus affectent considérablement le système financier cubain et que la liste multiplie ses effets en raison du niveau de surveillance et de persécution qu'elle implique.

« Il peut s'agir d'un héritage, d'un prix international remporté par un artiste, absolument tout, car cela affecte également le commerce et l'investissement ; cela effraie les personnes intéressées par un projet dans le portefeuille d'affaires de Cuba », a-t-il déclaré, et il a abordé les effets sur le secteur des voyages.

« Il y a 41 pays qui peuvent faire du tourisme aux États-Unis sans avoir besoin de se rendre dans un consulat américain et de demander un visa [ESTA visa] », a-t-elle déclaré.

La haute fonctionnaire a rappelé que peu de temps après l'inscription de Cuba sur la liste du département d'État, une règle a été adoptée qui établit que si une personne visite des pays figurant sur cette liste, l'ESTA est supprimé.

« Le tourisme en provenance d'Europe, un tourisme traditionnel très important pour Cuba, s'est effondré. Cette mesure a également affecté les Cubains vivant à l'étranger et possédant des passeports d'autres pays », a-t-il déclaré.

« Cela devrait changer et change avec l'annonce de mardi », a-t-il ajouté.

Soulignant les effets néfastes de ces mesures de l'administration américaine sur le secteur du voyage à Cuba, il a rappelé qu'à l'époque où les navires de croisière étaient interdits de visite à Cuba, il y avait 800 000 réservations payées sur les navires naviguant vers les ports cubains.

M. Tablada a souligné que les mesures annoncées par l'administration Biden « n'affectent pas la poursuite de l'approvisionnement en carburant, ni la poursuite des accords internationaux de coopération médicale de Cuba, ni le blocus dans son ensemble. Cuba ne pourra pas acheter de produits contenant plus de 10 % de composants américains, ne pourra pas exporter ses produits vers les États-Unis et sera sanctionné par des prix moins préférentiels pour des produits tels que le nickel ».

Il a également indiqué que les mesures entreraient en vigueur dans 45 jours.

Le directeur adjoint de la direction générale des États-Unis du Minrex a rappelé que la dérogation au titre III est renouvelée tous les six mois.

Selon Mme Tablada, depuis la promulgation du titre III de la loi Helms-Burton, considérée comme une « horreur juridique », un débat approfondi s'est engagé sur sa violation du droit international et sa possible inconstitutionnalité au regard des préceptes du système juridique américain lui-même.

Selon elle, « aucune des dispositions de la loi n'a été mise en œuvre avant 2019 », ce qui témoigne du manque d'efficacité de ces mesures. La fonctionnaire a également souligné que le chapitre consacré à l'intimidation des investisseurs et à la punition de ceux qui souhaitent participer au développement économique de Cuba est particulièrement problématique.

« Ces mesures punitives, qui incluent des restrictions de visa, ont été ignorées par les présidents Trump et Biden, qui n'ont pas mis fin à cette barbarie qui viole le droit international », a-t-elle déclaré.

La haute fonctionnaire du Minrex a souligné l'audace du Titre III qui cherche à s'imposer de manière extraterritoriale, ce qui a conduit de nombreux pays à établir des lois antidotes pour se protéger. « Cela a créé un climat de peur parmi les entreprises étrangères à l'égard des États-Unis », a-t-elle déclaré.

Bien que plus de 40 actions en justice aient été intentées en vertu de la loi, « presque toutes ont été perdues par les plaignants devant les tribunaux américains », ce qui prouve les lacunes inhérentes à la loi et au titre III.

Toutefois, M. Tablada a estimé que la suspension de la possibilité de continuer à intimider les hommes d'affaires étrangers désireux de faire des affaires avec Cuba était une bonne nouvelle. En outre, il abroge un mémorandum de 2017, qui a été l'une des premières mesures adoptées par Trump et qui établissait un traitement différent pour Cuba en termes d'objectifs et de respect de sa souveraineté.

« Bien que la suppression du mémorandum ne mette pas fin à toutes les mesures associées à la sinistre politique qu'il établit, elle supprime la liste restreinte », a clarifié M. Tablada. Toutefois, il a rappelé que chaque mesure a sa propre vie et qu'elle est soumise à des décisions politiques présidentielles équivalentes.



”La decisión anunciada hoy por Estados Unidos corrige, de modo muy restringido, aspectos de una política cruel e injusta.

Es una corrección que ocurre ahora, a punto de producirse un cambio de gobierno, cuando debió haberse materializado hace años, como acto elemental de justicia, sin reclamar nada a cambio y sin fabricar pretextos para justificar la inacción, si es que se deseaba actuar correctamente.

Para excluir a Cuba de la lista arbitraria de Estados patrocinadores del terrorismo, debió bastar el reconocimiento de la verdad, la ausencia total de razones para tal designación y el desempeño ejemplar de nuestro país en el enfrentamiento al terrorismo, lo cual han admitido incluso agencias del gobierno de Estados Unidos”.

**Declaración del Ministerio
de Relaciones Exteriores de Cuba**



Jorge Legañoa Alonso, vice-président de l'Institut de l'information et de la communication sociale, journaliste et analyste des affaires internationales, a commenté dans le cadre de l'émission télévisée qu'au cours des 24 heures qui se sont écoulées depuis les annonces de M. Biden, « une polarité dans la manière de recevoir les nouvelles » a été perçue.

D'une part, il y a un groupe de gouvernements, d'institutions, d'hommes politiques, d'intellectuels, de mouvements de solidarité avec Cuba, qui se réjouissent parce que « c'est une demande depuis des

années », et, d'autre part, il y a le groupe anti-cubain, qui s'est manifesté « de manière opportuniste ». Il y a aussi les Cubains vivant aux États-Unis qui y voient « une occasion de se rapprocher davantage de leurs parents sur l'île ».

Il a rappelé que la question de la liste des pays soutenant le terrorisme a été historiquement motivée par des raisons politiques, « c'est quelque chose qui doit être clair ». « La première fois que Cuba a été incluse dans cette liste de manière unilatérale par le gouvernement américain, sans aucun argument, remonte à 1982, sous l'administration Reagan.

« Lorsque Barack Obama a annoncé sa décision de retirer Cuba de la liste, en pleine négociation, il l'a fait en pensant à l'impact que cela aurait. M. Obama se rendait au Sommet des Amériques à Panama et souhaitait manifestement ne pas arriver comme il était arrivé au sommet précédent à Cartagena de Indias, où Hugo Chávez lui avait offert ce livre, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, d'Eduardo Galeano. Il voulait avoir un impact politique.

« Puis Donald Trump, dans les derniers jours de son mandat, nous a remis sur la liste, avec les conséquences que l'on sait.

« Joe Biden, six jours seulement après avoir quitté la Maison Blanche, a pris la décision de retirer à nouveau Cuba de la liste », a rappelé M. Legañoa.

Le journaliste a déclaré que cette question « a été un héritage qu'ils se sont laissé, démocrates et républicains, qui renforce l'idée qu'ils ont joué avec "la patate chaude", c'est-à-dire qu'ils laissent les questions les plus compliquées pour les deux dernières semaines au gouvernement ».

Il a rappelé que le gouvernement Trump avait utilisé le prétexte des liens de Cuba avec la guérilla colombienne pour remettre le pays sur la liste et « Iván Duque a joué le jeu ». « Cuba a été un garant du processus de paix en Colombie et l'une de ses fonctions était d'accompagner le transfert des guérilleros, c'était quelque chose de connu ».

Il a ajouté que même si la décision de M. Biden pouvait être annulée par la nouvelle administration, étant donné qu'il s'agit d'une décision exécutive, ce processus prendrait du temps.

Dans les dernières minutes de la table ronde, Johana Tablada de la Torre, directrice adjointe de la direction générale des États-Unis du ministère des affaires étrangères, a parlé de ce à quoi il fallait s'attendre et des conséquences que cette décision tardive du président Biden pourrait avoir.

« Nous avons fait part à Cuba de notre déception face au comportement de l'administration Biden en d'autres occasions », a-t-elle déclaré, ajoutant que « nous devons voir quel sera le scénario et le calendrier » de la prochaine administration.

« La liste des États soutenant le terrorisme est une liste établie en tant que mécanisme de coercition économique et politique, non pas sur la base de faits avérés, mais sur la base de positions politiques », a-t-il souligné.

Il a ajouté que la machine médiatique avait déjà commencé à fonctionner, relançant des questions telles que les prétendues attaques acoustiques contre les diplomates américains à La Havane, et a déclaré que « la vérité est que personne à Cuba ne se fait d'illusions sur le président élu, pas plus que sur l'environnement ».

« Pourquoi ces mesures et pourquoi maintenant ? Eh bien, ces mesures sont le reflet le plus clair du fait que la politique appliquée à l'égard de Cuba, de pression maximale - comme l'ont baptisée John Bolton, Mike Pompeo, Marco Rubio et Mauricio Claver Carone - que cette politique de mesures coercitives extrêmes, n'a pas réussi à faire avancer l'intérêt principal des États-Unis à l'égard de Cuba, qui a toujours

été de vaincre la Révolution ».

Selon M. Tablada, « on ne peut pas ignorer quelque chose qui contredit soi-disant l'agenda de Trump, à savoir que la pression maximale a provoqué des pénuries et des souffrances parmi le peuple cubain, et a également réussi à provoquer un flux migratoire important vers les États-Unis ces dernières années, ce qui est sans précédent ».

Il a rappelé que « malgré son caractère limité, il s'agit d'une décision qui va dans la bonne direction et qui correspond à la demande soutenue et ferme du gouvernement et du peuple cubains », mais il a souligné que « le blocus est toujours là, donc la lutte continue ».



El gobierno de Estados Unidos anunció la decisión de:

- 1) Excluir a Cuba de la lista del Departamento de Estado de países que supuestamente patrocinan el terrorismo;
- 2) Hacer uso de la prerrogativa presidencial para impedir que se pueda tomar acción en tribunales estadounidenses ante demandas judiciales presentadas al amparo del Título III de la ley Helms-Burton;
- 3) Eliminar la lista de entidades cubanas restringidas que designa a un grupo de instituciones con las cuales se prohíbe a ciudadanos e instituciones estadounidenses realizar transacciones financieras, lo que ha tenido efecto en terceros países.



<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/374318-quel-a-ete-limpact-des-mesures-annoncees-par-ladministration-biden-a-legard-de-cuba-video>



Radio Habana Cuba